



Note Information Sécurité Alimentaire - NISA

Situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest: *Une situation agricole 2006-2007 globalement satisfaisante... mais des défis à relever en matière de sécurité alimentaire*

1. Une situation alimentaire globalement satisfaisante

La réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) tenue à Paris du 05 au 06 Avril 2007 a servi de cadre d'analyse des résultats définitifs de la campagne agricole 2006-2007 au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Selon les données définitives de la campagne agricole 2006-2007, la production céréalière totale des pays du CILSS est de **15 102 000** tonnes, soit une augmentation de **3%** par rapport à la production de la campagne 2005-2006 et de **19%** comparativement à la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, en rapport avec les résultats de la campagne 2005-2006, les productions sont en hausse pour tous les pays sauf en **Mauritanie** et au **Sénégal** où il a été enregistré une baisse de production respectivement de **13%** et de **23%**.

La production céréalière des pays côtiers ouest africains non membres du CILSS indique également une situation globalement satisfaisante. Au **Bénin**, en **Guinée Conakry** et au **Togo**, les productions totales enregistrées sont respectivement de : **1 095 505** tonnes, **2 117 858** tonnes et **888 984** tonnes. Au **Nigeria**, la production céréalière de la campagne 2006-07 révisée est de **28 871 000** tonnes contre 26 942 000 tonnes en 2005-06, soit une hausse de **7%**.

La situation alimentaire dans le Sahel demeure globalement satisfaisante. Au niveau des marchés, les bonnes productions céréalières de la campagne agricole 2006-2007 ont provoqué une baisse des prix, exception faite de la Mauritanie et de l'Est du Tchad où l'on observe une tendance à la hausse. Pour la Mauritanie, cette situation est due à une réorientation des marchés

d'approvisionnement qui vont directement des marchés transfrontaliers maliens et sénégalais vers Nouakchott. Ainsi on constate un retour des prix de céréales à leurs niveaux habituels c'est à dire ceux d'avant les hausses spectaculaires et exceptionnelles observées lors de la crise alimentaire de 2005. Par exemple le niveau de prix de mil en mars 2007 est nettement plus bas que celui de 2006 à la même période de l'année. Les niveaux de prix actuels restent proches de la moyenne des cinq dernières années. Les termes d'échange bétail/céréale évoluent en faveur des éleveurs nomades et la vente d'un mouton de poids moyen sur le marché de NDjaména par exemple permet à un éleveur de se procurer en cette période de l'année 2007 de **128** kg de mil contre **105** kg en 2006.

En **perspective**, l'évolution du marché régional en 2007 devrait être comparable à celle vécue en 2006 avec des prix relativement stables, proches de la moyenne des 5 dernières années et garantissant une meilleure accessibilité des vivres pour les populations les plus vulnérables.

En **conclusion**, l'analyse de la situation actuelle indique que *pour le moment il n'y a pas d'alerte particulière à lancer pour tous les pays du Sahel*. Ceci est en particulier valable pour le Niger pour lequel il circule des informations contradictoires faisant état d'une situation alimentaire comparable à celle de 2005.

2. Mais des défis à relever

Même si la production céréalière 2006/07 apparaît globalement bonne, il y a tout de même des défis majeurs à relever pour garantir une situation alimentaire satisfaisante. Ces défis sont à deux niveaux :

2.1. L'amélioration de l'accès des populations à risques de déficit alimentaire

Même si la plupart des pays ont enregistré une hausse de production céréalière et même des excédents vivriers, comparativement à l'année 2006, les disparités à l'intérieur des pays pourraient rendre difficile l'accès des populations les plus vulnérables aux vivres. Cette situation est notamment aggravée dans certains pays par des conflits comme au Tchad.

Ainsi, la *capacité des pays à développer et à mettre en œuvre des actions appropriées d'atténuation* en faveur de ces populations à risque, constitue un grand défi à relever.

A ce titre, des missions conjointes (CILSS/FAO/FEWS NET/OCHA/PAM) ont été réalisées en mars 2007 et quelques recommandations ont été faites.

D'une manière générale, la stratégie préconisée pour les pays consiste à combiner à la fois des actions d'urgence là où la situation est très critique comme à l'Est du Tchad, et des actions de développement visant le renforcement des moyens d'existence des communautés vulnérables.

- a. **Burkina Faso et Niger** : Mobilisation et renforcement des stocks et des banques de céréales en particulier dans les zones à risques pour contribuer à la stabilisation des prix.
- b. **Niger, Tchad, Mauritanie et Guinée Bissau** :
 - Mise en place de mécanisme « *Food for work* » ou « *Travail contre nourriture* », la vente à prix modéré, « *Cash for Work* », ainsi que la prise en charge des enfants malnutris ;
 - Renforcement de la coordination entre les agences humanitaires au **Tchad** pour un meilleur ciblage des populations vulnérables, notamment celles déplacées internes, et pour une meilleure efficacité des actions d'atténuation ;
 - Surveillance des prix de noix de cajou, produit jouant un grand rôle dans le revenu des ménages bissau-guinéens ;
 - Mise en place d'une stratégie de diversification des cultures en **Guinée Bissau** afin d'éviter la trop forte dépendance des populations vis-à-vis de la noix de cajou pour leur sécurité alimentaire ;

- Elargissement et réapprovisionnement des stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS) dans les zones les plus vulnérables en **Mauritanie**
- c. **Gambie** : Appui à l'approvisionnement en intrants, à la mise en place de banques céréalières ainsi que le recours aux importations pour stabiliser les prix.
- d. **Sénégal** : Appui à l'approvisionnement en semences de céréales et d'arachide, et promouvoir dans le long terme la mise en place de mécanismes permettant un meilleur approvisionnement en intrants et une commercialisation des produits agricoles dans un contexte de désengagement de l'Etat.

2.2. La gestion de l'offre et de la demande en produits vivriers dans la région






La tendance générale observée en terme de stabilité ou de baisse des prix des céréales constitue une bonne chose en terme d'accessibilité des populations vulnérables aux vivres, mais présente en même temps un risque de détérioration de la situation économique des producteurs. Si cette tendance de baisse des prix des céréales persiste, elle risque d'engendrer des effets pervers de réduction des superficies emblavées et par conséquent de la production céréalière pour la campagne agricole 2007/2008.

Il s'agit là d'un défi pour les pays et la région en terme de *mécanismes de régulation de l'offre et de la demande* à mettre en place. Ces mécanismes doivent permettre d'une part un meilleur accès aux vivres et d'autre part aux producteurs agricoles de bénéficier d'un prix rémunérateur des investissements consentis.

Quels mécanismes mettre en place dans le contexte actuel de libéralisation ? Cette question renvoie une fois de plus à la réflexion centrale de l'organisation du marché des produits vivriers dans la région. Une des préoccupations fondamentale porte sur *l'engagement des États pour la recherche de solutions durables aux problèmes de stockage et de commercialisation à travers notamment* : (i) le développement d'infrastructures marchandes et de stockage en appui aux initiatives des communautés locales et des privés ; (ii) la mise en place de politiques agricoles, commerciales et économiques appropriées et ainsi que des stratégies d'investissement pour la promotion de la transformation des produits agricoles vivriers dans la région.

»» Sources d'information

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues au niveau de leurs sites web respectifs.

				
www.oecd.org/sah	www.fews.net	www.cilss.bf	www.fao.org	www.wfp.org
✉: sibirjean.zoundi@oecd.org ☎: +33 1 45 24 19 82	✉: ssow@fews.net ☎: +226 50 37 47 06	✉: amadou.konate@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33 ✉: moussa.cisse@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	✉: henri.josserand@fao.org ☎: +39 06 57 05 30 99	✉: george.simon@wfp.org ☎: +39 06 65 13 27 96
✉: leonidas.hitimana@oecd.org ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: librahim@fews.net ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: b.sidibe@aghrymet.ne ☎: +227 20 31 53 16		

Afrique Verte www.afriqueverte.org
 OCHA : www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>
 SISA/CNSA : www.sisa.africa-web.org
 Reliefweb: www.reliefweb.int/

»» Pour une meilleure accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA a procédé au lancement officiel de son site web sur la sécurité alimentaire le vendredi 06 avril 2007 au Centre d'Accueil de la Presse Etrangère (CAPE) à Paris.

Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net

»» Pour des investissements plus accrus autour des causes structurelles de l'insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de mobiliser les sahéliens et les acteurs de la région ouest-africaine et de renforcer leurs efforts pour la mise en œuvre d'actions visant à apporter des réponses aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire, le consortium FIDA/FAO/PAM, en partenariat avec d'autres partenaires techniques et acteurs régionaux (CILSS, CEDEAO, UEMOA, ROPPA, CSAO...) met en œuvre une initiative intitulée « *Sahel Agriculture and Rural Development Initiative – SARDI* ».

Le lancement officiel de l'initiative a eu lieu les 09 et 10 mars 2007 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Pour plus d'informations contacter :

FIDA (www.ifad.org): M. Abdoul Barry : a.barry@ifad.org
 FAO: (www.fao.org) : M. Madhy Bamba: madhy.bamba@fao.org
 PAM: (www.wfp.org): M. Mamadou Diouf: mamadou.diouf@wfp.org
 CILSS (www.cilss.bf) : M. Dramane Coulibly : dramane.coulibly@cilss.bf